

  
**Formulaire de restitution d'une synthèse****Arrondissement : Saintes****Type de réunion****Réunion de lycée général et technologique public****Discussion sur le constat**

Des chiffres sont contestables. Le nombre d'élèves par enseignant que signifie-t-il ?

11.6 élèves par enseignant ne correspond pas à la réalité.

Les inégalités ont – elles réellement diminué ?

Quelle validité à ce rapport ? volonté de démantèlement du service public, volonté de privatisation. L'idéal de solidarité nationale est à rappeler.

L'Education Nationale a besoin de moyens, nous ne sommes pas dans un système marchand. L'AGCS (l'Accord Général du Commerce des Services) n'a pas à s'appliquer sur l'école ou ailleurs ( Sécurité sociale...). Véritable danger à l'échelle mondiale. Cet accord discuté au sommet de Cancun n'a pas abouti.

Il est important de s'intéresser à la qualité du travail fourni. Il y a 20 ans 400 000 personnes sortaient sans qualification aujourd'hui 60 000.

Concernant le principe de l'évaluation peut-on évaluer la transmission des valeurs ?

L'esprit critique doit être développé :  
exemple des langues : nous ne sommes pas là seulement pour faire une langue de communication, il s'agit aussi d'amener les élèves à la réflexion. Certes une langue sert à communiquer mais pas seulement.

Ce travail et le travail des fonctionnaires en règle générale ne sont pas reconnus. Les médias critiquent mais est-ce que le secteur privé fait vraiment mieux ?

Vrai danger de la privatisation.

On a développé une méthode de lecture globale ou semi- globale. Aujourd'hui se développe la dyslexie, conséquence de ces choix. Il faut réagir. Quels moyens l'école se donne –t-elle pour changer cet état de fait ?

**02 Définir les missions de l'école**

En préambule, il convient de préciser que les participants à ce débat disposaient des documents proposés pour orienter les débats mais que l'ensemble de ces participants n'a en aucune manière tenu à suivre stricto sensu ce « guide » et qu'il n'a donc absolument pas essayé de répondre aux questions proposées. Il s'est davantage agi d'un échange d'idées.

Il est également à noter que des professeurs se sont sentis outrés du thème même du débat (définir les missions de l'école) et ont demandé ce qu'ils avaient bien pu faire jusqu'alors ( du bricolage?)!!!

Il a aussi été dit qu'un débat d'une telle importance ne pouvait en aucun cas être débattu en aussi peu de temps ( une heure) et avec une marge de manoeuvre faible, les débats étant visiblement orientés par les documents fournis.

Ainsi, les participants sont partis de certains thèmes proposés et ont librement débattu de leurs aspirations, de leurs attentes mais aussi du bien fondé de certaines questions qui ont souvent semblé pour le moins tranchées et d'une dualité incertaine.

L'une des questions fustigées fut notamment la suivante: « Comment l'école peut-elle concilier éducation et instruction? ».

En effet, ces deux notions ont semblé indissociables aux personnes présentes et semblent être la base de l'enseignement public prodigué par les enseignants de la République.

Des professeurs ont également tenu à rappeler que leur mission était aussi d'être à l'écoute des élèves et, outre les connaissances et l'éducation à transmettre, il était aussi important d'être un véritable interlocuteur, qui puisse les aider et les orienter en cas de problèmes, de quelque nature qu'ils soient.

Une autre question a également soulevé quelques interrogations: « Quelles sont les matières fondamentales? ».

En effet, est-il bon de créer un distingo, une échelle de valeurs entre les matières, ce qui a terme pourrait induire la disparition de matières « secondaires », alors que l'école doit permettre au plus grand nombre de se forger son propre parcours, chacun ayant souligné l'importance du libre choix des options pour les élèves (qui plus est dans un lycée qui offre un choix conséquents d'options). Des craintes se sont d'ailleurs élevées quant à la possible visée directe ou indirecte de rentabilité de l'école ( plus d'options demande peut être plus d'argent, mais l'école est-elle à situer dans une logique commerciale? L'ensemble des participants a répondu par la négative).

Sur ce point, les élèves présents ont évoqué les salons proposés aux élèves de terminale afin de déterminer leur orientation post-baccalauréat et tous se sont inquiétés de l'omniprésence des écoles de commerces (surtout) payantes ( offrant des prêts pour financer leurs études) face au peu de représentants de l'université qui, il est vrai ( et les chiffres présentés dans le premier temps de ce débat étaient éloquentes), ne disposent peut être pas de tous les moyens financiers; par exemple, pour mettre en avant les formations proposées.

Il est également à souligner l'inquiétude de la part de plusieurs participants à ce débat quant au risque de vouloir faire porter, supporter et reporter sur l'école les maux d'une société que les politiques ont visiblement du mal à appréhender ( cf. question: Comment l'école peut-elle à la fois transmettre une culture générale et préparer à la vie active dans un monde incertain?).

En effet, est-il bon de séparer l'école de la société? Certains se sont posé la question de savoir s'il ne valait mieux pas d'abord organiser un débat sur la société dans laquelle nous voulons vivre: celui d'une société libérale dans lequel tout se vend et tout s'achète, même l'éducation ( certains ont évoqué leurs craintes quant à l'AGCS, signé par l'OMC) ou celui d'une société républicaine ( liberté, égalité, fraternité) se dégageant de cette logique commerciale pour tendre vers une véritable égalité des chances, avec une éducation de qualité pour tous.

Pour tenter de rendre en partie le débat qui s'est tenu, nous pourrions dégager 4 axes principaux:

1°) Remise en cause du bien fondé de certaines questions proposées pour « l'école de demain »:

Nous regrettons que les questions du grand débat soient toujours rédigées en deux alternatives opposées, qui ont l'air de s'opposer alors que ce sont souvent deux aspects complémentaires.

Un exemple: l'école doit-elle instruire ou éduquer?

Nous pensons que l'école doit principalement instruire, c'est sa spécificité. Où apprend-on la lecture, l'écrit, les maths, etc. ... si ce n'est à l'école?

Par ailleurs, nous pensons qu'il n'y a pas d'esprit critique sans connaissances. La critique est intelligente, constructive si elle se réfère à des connaissances, des principes, des situations, ...

c'est pourquoi nous trouvons dénuée de sens l'opposition faite dans la question qui demande de choisir entre transmission des savoirs et esprit critique.

Il en va de même pour l'aptitude à l'innovation qui suppose elle aussi des connaissances théoriques et expérimentales.

Cependant l'école doit aussi éduquer: éduquer à la santé ( tabac, alcool, sida, etc.), à la sexualité, à la sécurité routière, à la démocratie, à la lutte contre le racisme ...

## 2°) L'école et la société:

L'école n'est pas seule à éduquer les jeunes: il y a aussi la famille et les médias. Et pour que les valeurs de l'école s'imposent aisément, il faut que les trois messages concordent.

Ainsi, l'école parviendrait à mieux remplir ses missions si la société en général, et les médias en particulier, allaient eux aussi dans le même sens que l'école. Or, l'école est souvent à contre-courant de certains phénomènes médiatiques qui visent un jeune public, montrant des jeunes gens devenus riches sans avoir eu besoin de diplômes: chanteurs, sportifs, « lofteurs »,... ( NB: livres, journaux, stylos étaient interdits dans l'émission « Loft story »).

Ainsi, l'école s'efforce d'apprendre le sens du travail, d'éduquer à la citoyenneté, inculque les valeurs républicaines et certaines émissions vont à l'encontre de tout cela en établissant visiblement les scénarios à l'avance, mais en demandant quand même aux téléspectateurs de voter ( en payant, soit par téléphone, soit par SMS !!!): « fraudes » à l'élection de Miss France, ou bien encore les vainqueurs des émissions de « télé-réalité » visiblement choisis à l'avance.

## 3°) Une vraie formation pour les enseignants:

Enfin, des professeurs ont abordé le sujet des IUFM qui sont censés préparer tous les futurs enseignants, du primaire et du secondaire, et certains jeunes collègues ont souligné le décalage existant entre la formation, les théories exposées par des formateurs qui ne sont malheureusement plus toujours en situation d'enseignement et la réalité, souvent plus dure, du terrain.

Bref, la formation initiale de l'ensemble des enseignants de l'école publique ne semble pas préparer au mieux aux situations réelles d'enseignement et d'éducation face à un public très varié.

## 4°) Une école républicaine:

Ainsi, nous pensons que la société doit être cohérente et doit s'appliquer à elle-même les principes et les valeurs qui sont inculqués aux jeunes par l'école.

Si l'école reste la « bonne conscience » ou l'alibi de la République, il ne faut pas s'étonner qu'elle peine à éduquer. Pour définir les missions de l'école, il faut savoir quelle société nous voulons. On ne peut savoir à coup sûr quels métiers offriront le plus de débouchés d'ici quelques décennies. Aussi, nous pensons que la professionnalisation de l'enseignement n'est utile qu'en fin de cursus. Pour pouvoir plus facilement changer de voie au cours de sa vie professionnelle, le mieux serait d'avoir une formation initiale solide, longue et générale.

Certains, au cours du débat, ont tenu à rappeler leur attachement à une école, laïque, mixte et de qualité pour tous, à l'image de ce que prônent les valeurs de la République ( liberté, égalité, fraternité).

## **08 Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves**

Au rappel de cette interrogation, il est souligné que dans certaines matières, quelques élèves éprouvent peu de motivation et pourtant il y a réussite, mais l'inverse semble aussi vrai. A quoi cela est dû ? Au choix qui est fait des matières à travailler selon le critère « aimer / ne pas aimer »? Pas forcément car la réussite peut être un facteur de motivation également. La motivation semble donc conditionnée par l'amour pour la matière ou la réussite. En revanche un échec peut conduire à une démotivation, peu importe la matière. Mais dans certaines disciplines l'élève peut réussir ponctuellement et être pour le reste du temps en échec.

La question générale sous-entend également une question sur le rythme de travail qui est imposé et la manière de le vivre.

### Les élèves travaillent-ils trop ?

En ce qui concerne la quantité, la marche est énorme à l'entrée au lycée et ne pourrait-on pas répartir mieux cet effort sur plusieurs années, consolider les bases et non revenir sur ce qui est déjà connu?. La classe de 2de générale qui est indéterminée est parfois vue comme de spécialité, ce qui conditionne parfois des comportements élèves ou enseignants, qui peuvent par la suite être préjudiciables ( abandon de certaines matières, de parties de programmes ...par les uns et les autres);

mais un bon élève aura plus de facilités à s'adapter par la suite en 1ère, s'il lui fallait combler des lacunes. On ne peut pas généraliser dans ce domaine.

Il semble que les élèves ayant choisi plusieurs options aient une charge de travail, une fatigue et une plage horaire importantes, entamant ainsi leur vie privée. Des choix sont donc faits sur des disciplines, des types ou l'importance des travaux, en fonction de la série ou la capacité à rattraper ou non le retard. Mais en même temps il est souligné la possibilité pour tout le monde de prendre des options, dans n'importe quelle série. En conséquence l'apprentissage d'une matière peut se faire aux dépens d'autres, mais c'est aussi pour le plaisir que l'on suit une discipline. Motivation et plaisir sont donc liés. Le plaisir semble essentiel et la question est posée de savoir s'il y a plaisir dans ce qui est imposé. Parmi celles imposées, on choisit les disciplines qui plaisent et s'il n'y a pas de plaisir, la vie scolaire est dure. Dans certains cas le plaisir est perdu, il y a difficulté à prendre le rythme, cependant la motivation pour le métier envisagé existe toujours.

Faut-il alléger les programmes pour favoriser une meilleure maîtrise des savoirs par les élèves?

Cela est déjà fait dans plusieurs matières (Langues...), et pour certaines ce serait frustrant (H.Géo...). Dans d'autres disciplines (Physique...) le temps manque pour répondre plus largement aux questions des élèves, l'enseignant se voyant tenu par les contraintes du programme. Cependant, il est souligné que tous les enseignants estiment qu'il n'y a pas assez d'heures, mais que l'emploi du temps élèves n'est pas extensible. Toutefois il est rappelé que les programmes dans certaines disciplines centrent sur les savoirs, mais qu'en est-il de l'ouverture d'esprit? Si chaque enseignant peut faire des choix, on pourrait aussi lui reprocher de mettre ses élèves en difficultés par la suite. Ne faudrait-il pas répondre davantage aux questions que se posent les élèves? Mais la crainte d'une baisse du niveau et des savoirs est avancée. Quelle quantité de travail pour les élèves? Faut-il du travail à la maison ou non? Quel travail supplémentaire donner en plus des leçons? La nécessité dans ce domaine d'une plus grande concertation entre enseignants apparaît d'autant plus que la notion de travail à la maison est inégalitaire (temps d'exécution, difficultés, aisance, rapidité...). Ne pourrait-on pas approfondir ou faire accomplir le travail le plus possible en classe?

Comment réaffirmer le sens du travail et l'effort scolaires?

La présence d'options peut avoir un rôle positif pour ceux qui ne sont pas en réussite ailleurs. Mais le critère d'affectivité apparaît comme une des causes de baisse dans ce domaine : les encouragements des parents, des enseignants supposent une qualité d'attention qui fait parfois défaut. Le rôle des parents est vu également comme très important. De même la considération des autres élèves pour celui qui travaillent et fait des efforts. Cet élève peut y être plus ou moins sensible, refuser cet encouragement et finir démotivé. A cela il faut ajouter la pression qui ne viendrait pas seulement des parents mais également de l'élève lui-même (peur du redoublement, d'échec, refus de se remettre en cause...). Une des solutions est de rendre le cours attractif par la variété pour que l'élève ait envie de faire, valoriser ce qu'il fait ( y compris en déculpabilisant l'échec afin que ce soit un point de départ pour progresser). Il faudrait prendre alors le temps de rassurer les élèves. Sur ce point un effectif plus réduit apparaît nécessaire car il est plus aisé d'agir sur la motivation compte tenu de l'hétérogénéité.

Comment développer le désir et le plaisir d'apprendre, de connaître et de comprendre?

La question est reformulée ainsi : comment développer le désir et le plaisir de connaître, de comprendre et d'apprendre ?

Le premier souhait du groupe est la nécessité d'une image enjouée de l'enseignant et de la matière, pour rendre la discipline attractive. L'enseignant doit en être enthousiaste. Mais le fait de s'adresser à des adolescents différents ne facilite pas la compréhension enseignants/élèves. Certains élèves ne donnent pas d'eux-mêmes et sont davantage consommateurs ; mais la motivation se traduit-elle uniquement par des résultats ? Il est donc réaffirmé la dimension affective et si l'enseignant ne la voit pas ou ne la sent pas, n'y a-t-il pas malentendu ? Toutefois certains se demandent si c'était là son

rôle ? D'autre part il a été souligné le manque de considération de la part d'enseignants vis-à-vis de certains élèves (refus d'intervention par exemple) et cela est parfois vécu comme une humiliation.

Les moyens développés apportent-ils le désir ou le plaisir ?

Il ne s'agit pas ici, en ce qui concerne l'établissement, d'équipements mais de l'utilisation qui est faite des supports. Il est rappelé l'importance dans ce domaine de la variété et de la variation. En avançant l'idée que « comprendre sans apprendre » est importante, il est ajouté qu'il faut mémoriser. D'ailleurs cela peut devenir un plaisir. Mais faut-il tout le temps du plaisir et n'est-ce pas la société qui le veut ? L'obligation de travailler est réaffirmée mais dans quel but ? : le système scolaire prépare-t-il correctement au travail ? à la société ?

A quelle condition le redoublement peut-il être efficace ?

Celui-ci doit être bien vécu et il ne doit pas y avoir de redoublement sanction ou d'orientation sanction. Mais lorsqu'il est mal vécu, il l'est surtout par rapport aux autres élèves. D'autre part, il doit être bien accepté par tout le monde, parents et enfants, et lorsque la pression des parents existe, les effets sur le redoublement sont néfastes.

Comment aider les élèves à assimiler réellement ce qu'ils apprennent à l'école ?

Développer la reformulation entre élèves sous le contrôle de l'enseignant semble retenir la préférence des élèves, mais il existe parfois une réticence de la part des « bons » élèves. Il faut donc développer une plus grande solidarité entre eux. D'autre part, l'enseignant peut et doit proposer une remédiation. L'importance des modules, dans les matières scientifiques notamment, est mise en avant, mais ceux-ci sont parfois remis en cause par manque de temps, ce qui contraint les élèves à se débrouiller quelques fois seuls.

## **18 Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?**

- La décentralisation est définie : il s'agit à la fois d'un transfert de compétences et de moyens. Les mouvements sociaux de la fin de l'année scolaire dernière montrent que cette question est douloureuse pour certains, et qu'elle amène des interrogations qui vont au-delà de l'école.

- L'ensemble du groupe s'accorde à dire que les premières lois de décentralisation des années 83-85 ont amené des progrès, au niveau des locaux notamment. Cependant elles ont aussi généré des disparités, même si elles sont moins apparentes aujourd'hui. Aussi, on peut se demander si les nouvelles responsabilités que doivent acquérir les collectivités territoriales ne risquent pas de léser certains autres domaines de compétences. Il faudrait donc que la loi définisse précisément le transfert de ressources.

- La question de service public est abordée : le service public de l'éducation a-t-il toujours un sens dans le cadre du processus de décentralisation ? La question ne porte plus ici sur les locaux, les personnels ou les moyens, mais sur les choix politiques opérés par les collectivités. Une première réponse est la nécessité d'un engagement de l'Etat sur la caractère national des programmes. En-dehors des problèmes d'organisation des compétences, il faut se poser la question des valeurs, et notamment celle de l'égalité. La décentralisation n'amènera-t-elle pas une « désolidarité » nationale ?

- Au sujet de la répartition des compétences, on note que même aujourd'hui la limite entre le pédagogique et le non-pédagogique n'est pas aussi claire qu'elle semble l'être. Ainsi, les régions qui financent certaines actions posent des conditions particulières à ce financement.

- Dans le cas de directives nationales, quelles peuvent être les marges d'autonomie pour les régions ? S'il y a autonomie, comment sera-t-elle financée ?

- La crainte actuelle est que ce soit le tour des personnels enseignants après les personnels TOS. Le risque est d'arriver à un système comme celui de la Grande-Bretagne, où les enseignants n'assurent pas que des fonctions d'enseignement et où c'est le chef d'établissement qui est chargé du recrutement. La décentralisation des personnels enseignants est toutefois possible, comme le montre le système

allemand où les Länder sont autonomes. La logique européenne doit aussi être évoquée : un processus d'harmonisation est en route, et certains engagements ont déjà été pris.

- Les réformes passées montrent que les programmes laissent aujourd'hui beaucoup d'autonomie, car il y a une grande liberté d'interprétation. Même si les diplômes sont toujours nationaux, il est nécessaire d'avoir un interlocuteur précis avant de pouvoir décider qui pilote, l'Etat ou la collectivité territoriale.

- L'opinion publique semble assez favorable à la décentralisation, car la proximité suppose la transparence. Or certains pensent que l'école n'est pas performante, puisque de nombreux jeunes se retrouvent au chômage.

- Le chômage est plutôt lié à la conjoncture qu'à la formation dispensée. La formation initiale est en général jugée bonne, c'est la formation professionnelle qui est moins bien perçue. L'adaptation au marché de l'emploi nécessite une collaboration entre les établissements scolaires et l'environnement local. Le rôle de l'entreprise est donc important. L'école a commencé à s'adapter à ce nouvel état de fait, en créant les baccalauréats professionnels, mais il faut tendre vers une collaboration plus grande et la création de filières professionnalisantes. La question n'est plus celle de l'adaptation des jeunes au marché du travail, mais celle de leur adaptabilité.

---

### **Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)**

**1 Néant**

**2 Néant**

**3 Néant**